

Sommaire

page 1	Edito:	Chacun pour soi, Dieu pour tous... et tous dans la panade!
page 2	Projet:	Guatemala: Au Petén, les toilettes, c'est au «fonds» du jardin
page 3	Histoire:	Solidarité avec le peuple sahraoui!
page 4	Analyse:	Mexique: Au Chiapas, la guerre du sucre est déclarée
page 5	Eclairage:	Que peut-on vraiment espérer du départ de Trump?
page 6	Brèves:	Nicaragua - Grèce - Equateur

Edito

Chacun pour soi, Dieu pour tous... et tous dans la panade!

Après des années de restrictions dans le secteur sanitaire, après avoir mis entre les mains des privés notre santé, on s'aperçoit que «la main invisible» conduit finalement à la tragédie des communs. Et quelle tragédie! En un peu plus d'une année, les systèmes de santé du monde se trouvent impuissants et effondrés face à l'arrivée massive de malades, face à la mort de plus de 2 millions¹ d'habitant·e·s de cette planète à cause de la Covid-19.

De toutes les solutions possibles pour faire face à cette tragédie, les dirigeant·e·s ont choisi le nationalisme. Nous en avons eu la preuve au printemps dernier, quand des nations riches et puissantes se battaient pour garder ou obtenir des stocks de masques, des réactifs ou des respirateurs. Aujourd'hui, ce sont les vaccins qui sont au centre des querelles nationalistes.

Et pourtant, la course aux vaccins avait débuté avec espoir: on se félicitait de la rapidité avec laquelle ils avaient pu être développés, l'OMS a même créé le mécanisme COVAX pour y assurer un accès rapide et équitable à tous les pays quel que soit leur

niveau de revenu... Mais c'était sans compter avec l'égoïsme des pays riches qui ont accaparé un maximum de doses de vaccins. Ainsi, le Canada a obtenu cinq fois plus de doses qu'il ne lui en faut et le Royaume-Uni trois fois plus². L'OMS, démunie, ne peut que constater que des 42 pays qui avaient commencé la vaccination en janvier 2021, 36 étaient des pays à hauts revenus et seulement 6 étaient des pays à revenus moyens³. Et le reste du monde? Ben, ils n'ont qu'à pas être pauvres!

A ce nationalisme vaccinal s'ajoutent les règles de propriété intellectuelle, qui limitent la production et ralentissent la distribution des vaccins. C'est aberrant que la solution à un problème planétaire, découverte grâce à l'investissement public, se trouve exclusivement entre les mains d'entreprises privées qui ne recherchent que des bénéfices économiques! Récemment, plusieurs organisations de la société civile suisse⁴, dont la CSSR, ont demandé au Conseil fédéral de soutenir une dérogation à l'Accord sur les ADPIC⁵ afin de permettre à d'autres entreprises pharmaceutiques de produire et

distribuer des vaccins et des médicaments contre la Covid-19 dans le monde entier.

Pourtant, force est de constater que l'inégalité mondiale dans le domaine de la santé sera renforcée par la crise sanitaire actuelle. Cette crise aurait dû nous faire prendre conscience que la solidarité nous permettrait de mieux nous en sortir, qu'ensemble nous aurions plus de chances de sauver des vies. Mais nous avons, hélas, manqué le coche une nouvelle fois. Qu'à cela ne tienne, nous continuerons la lutte contre les injustices, jusqu'à la victoire!

Luisa Sanchez, présidente

¹ Source: CCSE: Center For Systems Science and Engineering de la John Hopkins University

² <https://www.economist.com/briefing/2021/01/09/the-great-task>

³ <https://news.un.org/fr/story/2021/01/1086222>

⁴ <https://www.publiceye.ch/fr/coin-medias/communiqués-de-presse/detail/vaccins-contre-le-covid-19-deroger-aux-regles-de-la-propriete-intellectuelle>

⁵ Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Guatemala: Au Petén, les toilettes, c'est au «fonds» du jardin

La CSSR a été contactée par un nouveau bailleur de fonds. De cette collaboration est né un petit projet de construction de latrines pour un de nos partenaires au Guatemala. **Par Alicia Pary**

Fin décembre 2019, nous avons été contacté.e-s par le Fonds 1% pour le développement qui recherchait des projets à financer en Amérique latine. Mais qui est ce Fonds? En 1970, l'Assemblée des Nations Unies a voté la

partenaire au Petén (Guatemala) était celui qui réunissait les meilleures conditions pour ce nouveau projet. En effet, des latrines complèteraient parfaitement le travail de prévention des maladies gastro-

ment de dernière minute au projet et de bénéficier ainsi d'une partie du co-financement exigé par la FGC.

L'ACCODIL a su réagir vite, en nous présentant un projet de construction de 30 latrines sèches, comprenant une petite formation pour les familles qui en bénéficieraient. Parmi les communautés qui dénombrent le plus de cas de maladies gastro-intestinales, deux communautés ont été choisies, Naranjo et Guayacán. Après avoir été présenté au Fonds selon leur procédure, le projet a été accepté fin janvier 2020.

Un premier versement d'environ CHF 10'000 a permis de financer 16 latrines (une de plus que prévu) dans la communauté de Naranjo, entre mai et juillet 2020. La construction a débuté avec un peu de retard, compte tenu des restrictions de circulation liées à la Covid-19, mais ensuite, les travaux ont pu se dérouler comme prévu.

Le deuxième versement, d'un peu moins de CHF 10'000, a permis de financer la construction des 15 latrines restantes à Guayacán, entre le 8 novembre et le 19 décembre 2020. Il a été un peu plus difficile de travailler à Guayacán, pour plusieurs



Prise des mesures pour la construction de latrines à Guayacán, novembre 2020,

© ACCODIL

résolution 2626 qui visait à atteindre le 0,7% du PNB des pays développés en termes d'aide au développement. Quelques années plus tard, en 1976, las de constater que rien ne bougeait, un petit groupe de fonctionnaires des Nations Unies a décidé de prendre les devants en versant 1% de leur salaire à un fonds qui servirait à financer des projets de développement.

Depuis sa création, le Fonds a financé environ 800 projets pour un montant de CHF 8 millions, en Afrique, Asie et Amérique latine, pour la plupart des infrastructures (unités de soins, écoles, salles polyvalentes) pour un montant n'excédant pas CHF 20'000. Du coup, en regardant le type de projets financés par le Fonds et en ayant à l'esprit l'accès aux soins et la prévention, nous avons pensé à des latrines écologiques.

Après réflexion et discussion, nous avons estimé que l'ACCODIL, notre

intestinales planifié par notre partenaire dans un projet de santé qui se trouvait en préparation au secrétariat de la CSSR. Le fait que ce dernier n'ait pas encore été présenté à la Fédération genevoise de coopération (FGC) nous a permis d'intégrer ce finance-



Une famille de Naranjo devant sa nouvelle latrine, avec Víctor, coordinateur du projet (à droite), juillet 2020 © ACCODIL

raisons. Tout d'abord, à Naranjo, l'entreprise de quincaillerie a pu transporter le matériel jusque dans la communauté. A Guayacán, il a fallu payer des frais de transport supplémentaires. Le salaire du maçon a également dû être ajusté, car il a dû passer plus de temps sur chacune des latrines, la communauté n'ayant pas l'électricité permettant l'utilisation de machines pour l'installation des toits. Enfin, le terrain étant plus vaseux, une quantité plus importante

de sable a dû être achetée, afin d'avoir des fondations solides.

Grâce à l'énergie de notre partenaire et la collaboration des habitant·e·s des deux communautés, le projet a été un succès. Nous espérons qu'il se concrétisera dans l'amélioration des indicateurs de santé durant les trois années du projet qui a entretemps été accepté par la FGC et a commencé au 1er janvier 2021.

La CSSR est satisfaite de pouvoir

compter avec un nouveau bailleur, avec lequel la communication a été très fluide tout au long du projet. Elle présentera les résultats de ce dernier lors de la prochaine assemblée du Fonds 1%, en juin 2021.

En guise de conclusion, rappelons que, selon les chiffres de l'OMS, environ 2,5 milliards de personnes dans le monde n'auraient pas accès à des sanitaires corrects et 1 milliard feraient leurs besoins en plein air (environ 15% de la population mondiale).

Histoire

Solidarité avec le peuple sahraoui!

Le Sahara et les Sahraoui·e·s... Pour toute une génération dont je fais partie, la cause des quelque 100 à 200'000 habitant·e·s de ce désert plein de richesses faisait partie des « grandes » causes, de celles qui se défendaient dans toutes les manifestations qui soutenaient la libération des peuples (il y en avait beaucoup). C'était les années 70-80, celles de la décolonisation.

Les Sahraoui·e·s sont peu à peu tombé·e·s dans l'oubli politique sous nos latitudes. Mais depuis 45 ans, eux et elles continuent de tenir, de ne rien lâcher, d'exiger le référendum promis par l'ONU lorsque l'Etat espagnol s'est retiré de sa colonie.

Aujourd'hui, alors que les déclarations du gouvernement de Trump ont à nouveau suscité la colère des Sahraoui·e·s, il est temps de nous réveiller et de réitérer notre soutien. C'est pourquoi, durant l'année 2021, nous reviendrons à eux et elles dans chacun de nos bulletins.

1^{ère} partie: une géographie et une histoire tourmentées

Comme pour la Palestine, il faut une carte pour comprendre ce qu'est ce territoire grand comme 6 fois la Suisse (266'000 km²), dont seule une partie est libérée (gouvernée par le SO: Sahara Occidental), l'autre étant zone occupée (par le Maroc). Il faudrait aussi des photos pour planter le décor et des portraits pour identifier une

population dont on ne connaît pas exactement le nombre: 100'000 à 200'000 personnes?

A relever que ce qui est délimité par une ligne rouge, «le mur», est un secteur où il est compliqué de se mouvoir sur une largeur de 60 km: 30 km de chaque côté du mur qui sépare la zone occupée de celle libérée!

Un rappel historique en 6 dates:

1973 Création du Front Polisario dans le but de lutter contre l'occupation espagnole.

1975 Les pays colonisateurs doivent lâcher leurs colonies et donc l'Espagne quitte le Sahara occidental.

1980 Le mur des Sables est une barrière de séparation érigée au Sahara occidental par le Maroc à partir d'août 1980 et achevée en 1987.

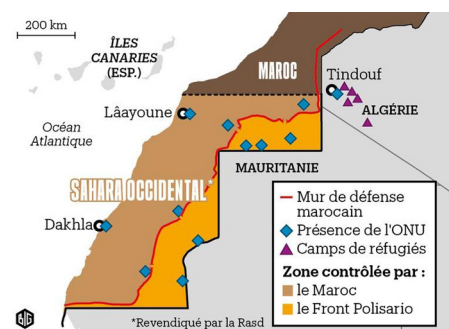
1991 L'ONU envoie la Minurso au SO (Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un Référendum au Sahara Occidental).

2005 Manifestations et émeutes dans plusieurs villes du Sahara occidental, c'est «l'Intifada de l'indépendance».

2020 Le 11 novembre 2020, Trump annonce publiquement sa reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le SO! En contrepartie, le Maroc rétablit ses relations avec Israël. Le 13 novembre, l'Etat marocain pénètre illégalement dans la zone tampon de Guerguerat (près de la Mauritanie) pour mettre fin à des manifestations sahraouies suite aux déclarations du gouvernement Trump.

Viviane Luisier

(à suivre dans les prochains bulletins)



Carte tirée de <http://plan-paix-onu.blogspot.com/2020/11/la-russie-aide-le-sahara-occidental.html>

Mexique: Au Chiapas, la guerre du sucre est déclarée

A l'occasion de sa présence en Suisse, nous avons discuté avec Hélène Blanco, coordinatrice du projet mené par Madre Tierra México (ci-après MTM) au Chiapas, qui nous a parlé des difficultés actuelles que rencontrent leur ONG sur le terrain.

Par Hélène Blanco et Alicia Pary

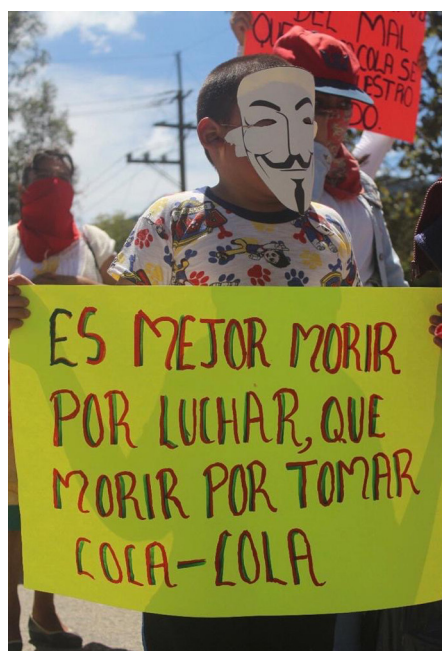


Des manifestant·e·s derrière une banderole de prévention du diabète, 2020 © Madre Tierra México

En décembre 2020, nous avons reçu la nouvelle inattendue de la présence en Suisse de la coordinatrice du projet soutenu par la CSSR au Chiapas, Hélène Blanco. Malheureusement, sa venue avait été précipitée par le contexte d'intimidations contre leur ONG active sur le terrain. L'équipe du projet a jugé préférable qu'Hélène se mette en sécurité pour un temps.

Que s'est-il passé? Pour rappel, MTM mène un projet de santé fondé sur la prévention, notamment en matière de nutrition. En effet, dans cette région, la consommation de «malbouffe» (sodas, plats préparés, etc.) est un enjeu important de santé publique. Le Chiapas est l'Etat du Mexique où la consommation de boissons sucrées est la plus élevée. En moyenne, chaque habitant·e en boit 2,2 litres par jour, (soit l'équivalent à 200 gr de sucre), principalement du Coca Cola, selon une étude du Centre d'Investigations Multidisciplinaires sur la frontière

sud et le Chiapas (CIMSUR) parue en 2019. Conséquence: une prévalence élevée des cas de diabète de type II dans la région, maladie qui représente la principale cause de mortalité dans l'Etat durant la dernière décennie et avec l'hypertension et l'obésité, un des prin-



«Mieux vaut mourir en luttant, que mourir d'avoir consommé du Coca Cola», San Cristóbal de las Casas, 2020 @ Madre Tierra México

cipaux facteurs de risque des cas graves de la Covid-19.

Dans ses ateliers menés par des promoteurs·trices de santé, MTM explique les dangers d'une telle alimentation et encourage la diversification par le biais d'un projet de permaculture (cultures de fruits et légumes, bassin à poissons).

Au-delà de la défense de la terre et du territoire, de leur travail de prévention auprès de la population, MTM s'est attaquée également à la racine du problème, en dénonçant les dégâts sur la santé provoqués par les entreprises qui produisent ces boissons, dont la plus connue: Coca Cola. Il se trouve qu'à San Cristóbal, ville toute proche de la zone du projet et siège de MTM, se trouve la plus importante usine de production de Coca Cola d'Amérique centrale. Outre les dangers pour la santé, l'usine consomme une quantité d'eau astronomique, 1,3 million de litres par jour, générant un manque d'eau pour les commu-

nautés avoisinantes. En octobre 2020, MTM s'est ainsi joint à une dizaine d'autres organisations pour dénoncer les méfaits sur la santé et sur l'environnement de cette entreprise par des mobilisations pacifiques, un communiqué de presse, un rapport mettant en garde le gouvernement contre les dangers liés à cette surconsommation et demandant la révocation de

la concession d'extraction de l'eau de l'entreprise.

Mais quand leurs intérêts sont menacés, l'histoire nous a appris que les multinationales réagissent très vite. Cela n'a pas tardé et MTM a été l'objet de contrôles policiers de plus en plus fréquents, deux membres ont été emprisonnés et les locaux de formation de MTM

ont été surveillés par un drone. Depuis, la situation semble s'être un peu apaisée, avec la nomination d'un nouveau procureur début janvier, qui devrait probablement classer le dossier contre MTM sans suites. Nous l'espérons fortement et souhaitons beaucoup de courage à Hélène et ses compagnes et compagnons dans leur lutte sur le terrain.

Eclairage

Que peut-on vraiment espérer du départ de Trump?

Ça y est, Trump est parti! Au moins un soulagement, au pire... rien ne bouge? Afin d'avoir leur avis sur les impacts possibles de ce départ pour leur pays et leur projet, nous avons posé la question suivante à nos partenaires dans les pays du Sud: Le départ de Trump de la présidence des États-Unis est-il significatif d'un changement selon toi? Pour ton pays? Pour ton projet? Pour toi?

Les réponses qui nous sont parvenues de nos partenaires d'Amérique latine et de Palestine révèlent que personne n'estime que le départ de Trump va changer fondamentalement la donne.

Toutefois, certains retours contiennent quelques espoirs d'amélioration, notamment pour la responsable du projet VIH en Bolivie, Anne Saudan: «Dès le début du mandat de Trump, l'un de nos bailleurs au Royaume-Uni avait cessé de recevoir des fonds du gouvernement USA pour des projets touchant aux questions de genre, aux diversités sexuelles, à la planification familiale. Nous espérons que le prochain gouvernement va reprendre ses appuis dans ce sens et que, indirectement, nous pourrions en bénéficier.»

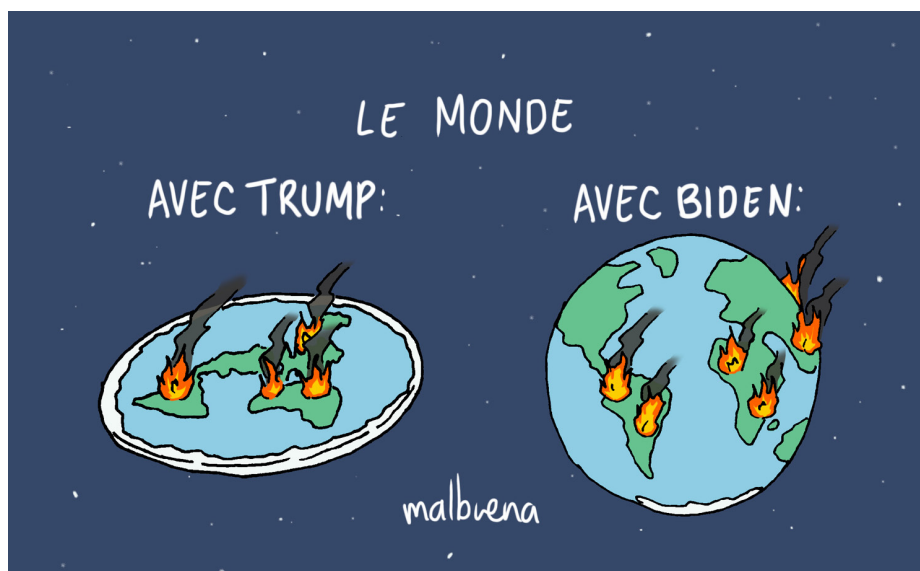
L'un des retours évoque un espoir diffus, comme souligné par

Martha Gonzalez, doyenne de la Faculté d'infirmierie à l'Université Nationale du Nicaragua: «Notre président, Daniel Ortega, a exhorté Biden à "travailler dans le respect et la compréhension". Il se peut donc que ce changement concerne aussi le Nicaragua.» Dans la même ligne, l'équipe de coordination du projet conduit par l'association Madre Tierra México, au Chiapas, indique: «Le président du Mexique AMLO cherche à modifier cette relation de subordination avec le gouvernement états-unien, alors le changement de président pourra peut-être améliorer les relations entre les USA et le Mexique.»

Mais aucun espoir pour une amélioration de fond de la situation,

car les successives administrations états-uniennes ont toujours montré qu'elles naviguaient dans la même direction, comme le rapportent les responsables des projets au Péten (Guatemala) et en Palestine. Un point de vue résumé par Pablo Fajardo, avec qui nous travaillons en Equateur: «Biden était vice-président d'Obama à l'époque où le plus grand nombre de renvois de migrant.e.s de ces dernières années a été fait. La différence réside dans la manière utilisée pour pratiquer ces déportations. En d'autres termes, la forme change, l'effet est le même.»

Aude Martenot



Campagne «Solidarité Côte Caraïbe Nicaragua»

Après la dévastation de la Côte Caraïbe d'Amérique Centrale par les ouragans Eta le 3 novembre et Iota le 16 novembre 2020, une campagne de solidarité démarre.

Les habitant-e-s de la Côte atlantique d'Amérique centrale, particulièrement au Nicaragua, ont été très fortement touché-e-s par ces deux ouragans d'une force et intensité jusqu'à maintenant inconnues et dont les effets dévastateurs ont été immenses: infrastructures portuaires, églises et maisons détruites, infrastructures routières en ruine, forêts déracinées, production agricole compromise. De plus, avec Iota, les pluies torrentielles ont provoqué des dégâts matériels et humains importants dans tout le pays, par exemple dans le massif de Peñas Blancas, dans la municipalité de La Dalia près de Matagalpa, où ont eu lieu des glissements de terrain occasionnant la mort d'une dizaine de personnes.

La solidarité suisse avec le Nicaragua a lancé une campagne avec le collectif de femmes MCLY (Mujeres Creativas Lapta Yula) de Bilwí sur la côte caraïbe nicaraguayenne pour la reconstruction d'au moins 20 maisons. Une dizaine de comités, jumelages et associations, dont la CSSR, ont répondu présents. Ils sont accompagnés par 4 comités de l'Etat espagnol et de l'Italie. Une campagne concrète qui a déjà atteint 20'000 dollars et s'accompagne d'une dimension politique symbolique de la part de la solidarité européenne auprès d'un pays souffrant de «sanctions arrogantes» des USA, de l'UE et de la Suisse de Cassis.

Gérald Fioretta

Pour soutenir cette campagne, vous pouvez faire un don sur le compte de la CSSR (IBAN: CH67 0900 0000 1706 6791 8), avec la mention «Solidarité côte Caraïbe».

Des nouvelles de Grèce

Notre partenaire, la Polyclinique sociale et solidaire d'Athènes, nous fait part d'une augmentation du nombre de malades de la Covid-19 dans la région d'Athènes, ainsi que de personnes touchées par une variante du virus. Les services de dentisterie ont été suspendus en raison des restrictions sévères imposées par l'association des dentistes du pays.

Néanmoins, la polyclinique est en train de lancer une initiative intitulée «Cercle de solidarité contre l'épidémie», sous la forme d'une centrale d'appels en ligne qui viendra en aide à des personnes touchées par la Covid-19 ou souffrant de troubles psychiques liés à ce sujet. Notre soutien financier prenant fin en ce mois de février 2021, la CSSR est en discussion avec le partenaire pour décider de la suite à donner à notre collaboration.

Progrès périnataux au Nicaragua

Un prix est délivré par le Mouvement interorganismes régional de coordination «Chaque femme, chaque enfant» en Amérique latine et dans les Caraïbes (EWEC-LAC en anglais). Ce mouvement est constitué par des organismes tels que ONUSIDA, UNICEF, Banque Mondiale et d'autres. Le Nicaragua se trouve parmi les pays gagnants pour sa stratégie de réduction de la mortalité maternelle et périnatale, notamment grâce à la multiplication des «Casas Maternas» (Maisons Maternelles). Rappelons que la CSSR a appuyé pendant plus de 12 ans la Casa Materna de Matagalpa et celle de la Dalia. Grâce à cet outil puissant, au Nicaragua, on peut relever les progrès périnataux suivants entre 2007 et 2020:

	2007	2020
Nb de Casas Maternas	50	178
Nb de femmes hébergées/an	9'205	67'222
Mortalité maternelle	93/100'000	37/100'000
Mortalité néonatale	11/1'000	9/1'000

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél: +41 22 329 59 37
– info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an